

CCTP STL : PETITES PRESTATIONS DE GENIE ELECTRIQUE

Mots clés : contrat, prestations, travaux, génie électrique.**Objet** : Ce document a pour but de définir les modalités d'intervention en vue de réaliser des petites prestations sur les réseaux de distribution électriques, courants forts, des bâtiments du CEA MARCOULE (hors zone radiologique)**Destinataires** : Les fonctions ci-dessous mentionnées sont prévenues par messagerie de l'émission de ce document.



Mr le Chef du STL

Mr le Chef du STL/GMEX

Mr GARCIA José STL/GMEX; Mr LAGET Christophe STL/GMEX

Diffusion : Ce document est mis à disposition de l'ensemble du personnel via la GED STL ENNOV. Aucune version papier n'est délivrée en interne.

000	13/11/2024	Edition Originale
Indice	Date	Détails des modifications apportées

 Signé numériquement par PERNODAT Stéphane mercredi 15 janvier 2025 15:49:13	BLANCHET VOYET Pascal 132569 Signature numérique de BLANCHET VOYET Pascal 132569 Date : 2025.01.15 22:59:18 +01'00'	 Signature numérique de ARGOUD Eric 200041 Date : 2025.01.22 16:07:32 +01'00'	BLAIZE, Olivier Signé numériquement Le 22/01/2025
PERNODAT Stéphane	BLANCHET VOYET Pascal	E. ARGOUD	O. BLAIZE
Chargé d'affaires	Chef du GMEX	Correspondant Qualité	Chef du STL
Rédacteur	Vérificateur	Approbateur	Emetteur



CCTP STL : PETITES PRESTATIONS DE GENIE ELECTRIQUE			
DG/CEAMAR/STL	REFERENCE	INDICE	Page 2 / 22
	SP-STL-2024-175537	000	

HISTORIQUE

000	13/11/2024	Edition originale
Indice	Date	Détails des modifications apportées

Impact opérationnel de la mise à jour :

Classement dans l'architecture de la GEDE :

NG-SSTL-2016-060009-011

SOMMAIRE

1	OBJET.....	5
2	DOCUMENTS DE REFERENCE.....	5
2.1	REGLEMENTATION	5
2.2	DOCUMENTS APPLICABLES AU SITE DE MARCOULE.....	6
2.3	DOCUMENTS TECHNIQUES ET SPECIFIQUES.....	7
2.3.1	<i>Documents communs «sécurité conventionnelle».....</i>	<i>7</i>
2.3.2	<i>Documents spécifiques à l'intervention.....</i>	<i>7</i>
3	TERMINOLOGIE	8
4	DEFINITION TECHNIQUE DE LA PRESTATION.....	9
4.1	GENERALITES	9
4.1.1	<i>Description du contexte et de l'environnement.....</i>	<i>9</i>
4.2	MOYEN HUMAINS ET MATERIELS	11
4.3	DOCUMENTS A LIVRER	11
4.4	DECOMPOSITION DE PRIX PAR POSTE	11
4.5	DELAIS.....	11
4.6	ORGANISATION DES RESSOURCES HUMAINES	12
4.6.1	<i>Personnel d'encadrement.....</i>	<i>12</i>
4.6.2	<i>Personnel d'intervention.....</i>	<i>12</i>
5	CONDITIONS D'EXECUTION.....	12
5.1	CONDITIONS D'INTERVENTION ET DE TRAVAIL.....	13
5.1.1	<i>Généralités.....</i>	<i>13</i>
5.1.2	<i>Conditions de sécurité.....</i>	<i>13</i>
5.1.3	<i>Travaux en présence d'amiante relevant de la sous-section 4.....</i>	<i>13</i>
5.1.4	<i>Habilitations.....</i>	<i>14</i>
6	MANAGEMENT QUALITE, SECURITE ET ENVIRONNEMENT.....	15
6.1	SPECIFICATIONS RELATIVES A LA QUALITE ET L'ENVIRONNEMENT	15
6.2	SECURITE	16
6.3	GESTION DES DECHETS.....	16
6.4	SUIVI DES EXIGENCES.....	17
6.5	PERFORMANCE ENERGETIQUE.....	17
7	LIMITES DE FOURNITURE	18
7.1	FOURNITURE A LA CHARGE DU TITULAIRE.....	18
7.2	FOURNITURE A LA CHARGE DU CEA	18
8	SOUS-TRAITANCE	18
	ANNEXE N° 1 - IDENTIFICATION DES ASPECTS ENVIRONNEMENTAUX (AE) DE LA PRESTATION.....	19
	ANNEXE N°2 - MAITRISE OPERATIONNELLE DES ASPECTS ENVIRONNEMENTAUX (AE) DE LA PRESTATION.....	20
	ANNEXE N°3 : FICHE D'INTERVENTION ENTREPRISES EXTERIEURES.....	21

Identification de la nécessité de protection des informations

Niveau de protection du marché

Cocher la case :

☒ Libre☐ Sensible*☐ sans enquête administrative☐ avec enquête administrative☐ Classifié*☐ avec accès☐ avec détention☐ Secret☐ Très Secret

Spécial France

☐ OUI☐ NON

MDS

☐ OUI☐ NON**Protection des informations (application de l'IGI 1300 arrêté du 09 août 2021)**

Cocher la case :

☐ Le présent cahier des charges / DCE ne contient aucune information sensible ; il peut être mis en ligne sur la plateforme dématérialisée du CEA☐ Le présent cahier des charges / DCE contient des informations sensibles ou DR : sa mise en ligne sur la plateforme dématérialisée du CEA ne peut se faire qu'en utilisant des conteneurs ZED.☐ Le présent cahier des charges / DCE contient des informations classifiées : sa mise en ligne sur la plateforme dématérialisée du CEA **est interdite**.

* Signature Correspondant Sécurité Département Nom, prénom

Visa :

1 OBJET

Le présent cahier des charges a pour but de définir les modalités d'intervention en vue de réaliser des petites prestations sur les réseaux de distribution électriques, courants forts, des bâtiments du CEA MARCOULE (hors INB).

A partir des éléments qui vont suivre, d'une visite de chantier et des précisions qui pourront être données par le CEA, l'entreprise consultée doit être en mesure de compléter le bordereau de prix joint en annexe.

2 DOCUMENTS DE REFERENCE

Les documents listés dans les chapitres ci-dessous sont applicables à leur dernier indice à la date de la commande.

Le soumissionnaire reconnaît expressément être en possession ou avoir connaissance d'un exemplaire de ces documents et en accepte les dispositions.

2.1 Réglementation

- [1] Arrêté INB du 7 février 2012 fixant les règles générales relatives aux installations nucléaires de base.
- [2] Arrêté IANID du 15 février 2022 fixant les règles générales relatives aux installations et activités nucléaires intéressant la défense.
- [3] Norme ISO 9001 : Systèmes de management de la qualité.
- [4] Norme ISO 14001 : Système de management de l'environnement.
- [5] Norme ISO 45001 : Système de management de la santé et de la sécurité au travail.
- [6] Norme ISO 50001 : Systèmes de management de l'énergie.
- [7] Décret 92-158 du 20 février 1992 : Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure.
- [8] Code de la santé publique et code du travail (Cf. exigences législatives et réglementaires en matière de radioprotection).
- [9] Norme NF C 18-510 : Opérations sur les ouvrages et installations électriques et dans un environnement électrique - Prévention du risque électrique
- [10] Norme NF C 15-100 : Installation électrique basse tension.
- [11] Norme NFC 32-070 : Conducteurs et câbles isolés pour installations - Essais de classification des conducteurs et câbles du point de vue de leur comportement au feu.
- [12] Décret n° 2004-924 du 1er septembre 2004 relatif à l'utilisation des équipements de travail mis à disposition pour des travaux temporaires en hauteur.
- [13] Arrêté du 21 décembre 2004 relatif aux vérifications d'échafaudages.

Les dispositions sont applicables aux interventions sur des matériaux, des équipements, Des matériels ou des articles susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante.

Décrets :

- [14] Décret n°2001-97 du 1^{er} février 2001 établissant les règles particulières de prévention des risques cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction et modifiant le code du

travail

- [15] Décret n°2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante (Sous-sections 1, 2 et 4)
- [16] Décret n° 2012-746 du 9 mai 2012 fixant des valeurs limites d'exposition professionnelle contraignantes pour certains agents chimiques
- [17] Décret n°2013-594 du 5 juillet 2013 relatif aux risques d'exposition à l'amiante
- [18] Décret n°2015-789 du 29 juin 2015 relatif aux risques d'exposition à l'amiante

Arrêtés :

- [19] Arrêté du 26 octobre 2007 relatif à la méthode de mesure à mettre en œuvre pour le contrôle de la valeur limite d'exposition professionnelle relative aux fibres céramiques réfractaires
- [20] Arrêté du 23 février 2012 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante
- [21] Arrêté du 12 mars 2012 relatif au stockage des déchets d'amiante
- [22] Arrêté du 14 août 2012 relatif aux conditions de mesurage des niveaux d'empoussièrement, aux conditions de contrôle du respect de la valeur limite d'exposition professionnelle aux fibres d'amiante et aux conditions d'accréditation des organismes procédant à ces mesurages
- [23] Arrêté du 7 mars 2013 relatif au choix, à l'entretien et à la vérification des équipements de protection individuelle utilisés lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante
- [24] Arrêté du 8 avril 2013 relatif aux règles techniques, aux mesures de prévention et aux moyens de protection collective à mettre en œuvre par les entreprises lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante (+ JO du 18 mai 2013)
- [25] Arrêté du 20 avril 2015 modifiant l'arrêté du 23 février 2012 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante et l'arrêté du 14 décembre 2012 fixant les conditions de certification des entreprises réalisant des travaux de retrait ou d'en capsulage d'amiante, de matériaux, d'équipements ou d'articles en contenant.

Textes codifiés :

- [26] Surveillance médicale renforcée : Articles R4624-18 et 19
- [27] Fiche d'exposition amiante pour le suivi des travailleurs effectuant une opération exposant à l'amiante : Article R. 4412-120
- [28] Travaux exposant à l'amiante interdits à certains travailleurs : Articles D. 4153-17 et 18 (jeunes travailleurs) ; Article D. 4154-1 (travailleurs temporaires et travailleurs sous contrat à durée déterminée)
- [29] Instruction n° DGT/CT2/2015/238 du 16 octobre 2015 concernant l'application du décret du 29 juin 2015 relatif aux risques d'exposition à l'amiante

2.2 Documents applicables au site de Marcoule

- [30] Règlement Entreprises Extérieures (référence MAR/PR/SEC/105). Ce document porte à la connaissance des entreprises extérieures les principales règles de fonctionnement du site de Marcoule et les formalités essentielles à accomplir pour y accéder et y travailler.
- [31] Code de sécurité Marcoule (Site intranet).
- [32] Exigences applicables au système de management de la qualité des fournisseurs vis-à-vis de l'arrêté du 10 Aout 1984 (référence CSNSQ PR SMQ 003).
- [33] Procédure d'accès au centre de Marcoule des salariés des Entreprises Extérieure (MAR/DIR/CSAE PR SEC 110).

- [34] Procédure Formation « Accueil Sécurité Nouveaux Arrivants (MAR/DIR/CSAE PR SEC 112).
- [35] Travaux effectués par les entreprises extérieures sur les installations du CEA Marcoule (MAR PR SEC 006).
- [36] Procédure relative aux Fiches d'Intervention Entreprises Extérieures -FI2E- (MAR PR SEC 013).
- [37] Procédure d'Entrée et de Sorties de Matériel et de Matériau du Centre de Marcoule (MAR/DIR/CSAE PR SEC 140).
- [38] Règles de Sécurité Applicables aux opérations de Chargement et Déchargement de Marchandises Conventionnelles et Dangereuses (MAR RS SEC 017).
- [39] Règles de Transports des Marchandises Dangereuses Non Radioactives (référence MAR PR TRA-030).
- [40] Règles Générales de Gestion des Déchets (MAR PR ENV 002).
- [41] Règles de Gestion des Déchets Industriels Dangereux (MAR/DIR PR S2 151).
- [42] Règles de Gestion des Déchets Industriels Banals (DIR/VRH PR S2 153)

2.3 Documents techniques et spécifiques

2.3.1 Documents communs « sécurité conventionnelle »

- [43] Consignation Electrique sur les installations du CEA Marcoule (MAR RS SEC 034).
- [44] Travaux et interventions à risque électrique (DUSP/DIR RS SEC 052).
- [45] Gestion de l'amiante sur Marcoule (CSNSQ/PR/SEC 16).
- [46] Consignes pour l'évacuation des déchets amiantés conventionnels (MAR PR SEC 070).
- [47] Utilisation de l'air respirable sur le site CEA/MARCOULE – MAR PR SEC 026.
- [48] Circulaire DPSN n° 13 : Modalités de gestion des équipements de protection des voies respiratoires sur les centres CEA – MR/DPSN/SSR/2011-243.
- [49] Prévention des risques liés au travail isolé (MAR PR SEC 015).
- [50] Consignes pour le travail en hauteur (CSNSQ PR SEC 27).
- [51] Prévention du risque bruit (MAR PR SEC 033).
- [52] Gestion du Permis de Feu – Travaux par point chaud (DUSP/DIR RS SEC 018).
- [53] Règle de Sécurité Anoxie – Asphyxie (MAR RS SEC 024).

2.3.2 Documents spécifiques à l'intervention

- ✓ Le CCTP,
- ✓ Une demande préalable de devis à établir suivant le bordereau de prix du contrat dans la mesure du possible.
- ✓ Une demande d'engagement de travaux appelée ordre de service (OS), suivant le devis du titulaire après accord du CEA.
- ✓ Les Règles Générales d'Exploitation de l'installation où se déroule la prestation,
- ✓ Les procédures spécifiques au service STL, à l'installation ou service concerné,
- ✓ Les consignes spécifiques à l'installation ou service et au lieu d'intervention,
- ✓ Les plans, schémas, notes de calcul définissant la nature des travaux ou de la prestation.

Les documents cités sont ceux à l'indice le plus récent applicables pour la réalisation de la prestation. En général, ils ne sont pas joints au cahier des charges, mais consultables dans les locaux du STL ou de l'installation ou service concerné.

3 TERMINOLOGIE

Titulaire : Fournisseur de la commande qui fournit un produit (biens ou services) au client.

Sous-traitant : Organisme qui fournit un produit (biens ou services) au titulaire.

AE : Aspect Environnemental.

AES : Aspect Environnemental Significatif.

AIP : Activité Importante pour la Protection.

AT : Autorisation de Travail

CA : Chargé d'Affaire.

CRR : Compte Rendu de Réunion.

CCTP: Cahier des Clauses Techniques Particulières.

CT : Chargé de Travaux.

DMP : Dispositions et Moyens Particuliers.

DTA : Dossier Technique Amiante.

EIP : Eléments Importants pour la Protection.

EIS : Éléments Importants pour la Sûreté.

FCR : Fibre Céramique Réfractaire.

FLS : Formation Locale de Sécurité.

LDA : Liste des Documents Applicables.

LMPS : Laboratoire Méthodes Protection des voies respiratoires et contrôles sur site.

MOE : Maître d'œuvre.

PMQ : Plan de Management de la Qualité (Dispositions prises pour obtenir la qualité).

PV : Procès-Verbal.

RO : Responsable Opérationnel.

RPP : Recueil de Prescriptions au Personnel.

RQE : Responsable Qualité Environnement.

ZC : Zone Conventionnelle

HZC : Hors Zone Conventionnelle.

4 DEFINITION TECHNIQUE DE LA PRESTATION

4.1 Généralités

D'une manière générale, les types d'interventions liées au contrat pourront être les suivantes (liste non exhaustive) :

- ✚ Dépose d'un foyer lumineux,
- ✚ Ajout d'un foyer lumineux type réglette,
- ✚ Ajout d'un foyer lumineux 600*600 standard encastré,
- ✚ Ajout d'un foyer lumineux 600*600 basse luminescence encastré,
- ✚ Ajout, séparation, suppression d'un point de commande éclairage,
- ✚ Ajout de prise de courant 2P+T avec ou sans cheminement,
- ✚ Ajout de prise de courant 2P+T « avec détrompeur », avec ou sans cheminement,
- ✚ Ajout d'un circuit FM (éclairage ou PC),
- ✚ Dépose d'un circuit électrique (éclairage, prise de courant ou force motrice)
- ✚ Mise à jour de document DAO, note de calcul électrique
- ✚ Création d'une protection foudre suite à une demande réglementaire
- ✚ Réalisation d'un relevé technique pour mise à jour documentaire
- ✚ Etc...

L'ensemble de ces prestations fera l'objet de la part du CEA :

- ✚ D'une demande préalable de devis à établir suivant le bordereau de prix du contrat,
- ✚ D'une demande d'engagement de travaux appelée ordre de service (OS) suivant le devis du titulaire après accord CEA.

NB : Les prestations non couvertes par le bordereau de prix unitaire du contrat, feront l'objet de devis préalables valorisés sur les taux horaires définis dans les conditions financières du marché.

4.1.1 Description du contexte et de l'environnement

La présente spécification technique définit les conditions dans lesquelles le CEA (DGMAR/STL) met en place un contrat de prestations électriques au CEA Marcoule « hors zones » des installations SG, INSTN, SMT, SPR, FLS, SCO, SAG, VISIATOME et ICSM pour une durée de 48 mois.

Les 9 installations concernées avec leurs activités sont :

- FLS : Formation Local de Sécurité. Assure la sécurité du centre (HZC)
- ICSM : Institut de Chimie Séparative de Marcoule (HZC)
- INSTN : Institut National des Sciences et Techniques Nucléaires (HZC).
- SAG : Service des Auxiliaires Généraux. Distribue les fluides (Electricité, Eau chaude...) (HZC)
- SCO : Service Communs (Vestiaires, Restaurant, Centre de tri), (HZC)
- SG : Services Généraux (Bureaux) (HZC).
- SMT : Service Médecine du travail (Visite et suivi médical.) (HZC)
- SPR : Service de Protection contre les Rayonnements (Surveillance radiologique) (ZC + HZC).
- VISIATOME : Parc scientifique à vocation éducative consacré aux enjeux énergétiques, à la radioactivité et à l'énergie nucléaire (HZC).

Les Locaux (en zone surveillée) suivants sont exclus du présent cahier des charges :
Installation ICSM local L1.32.

Installation Médical : RDC locaux 75/76/77/78/79/79.1, à l'étage le laboratoire 108

Liste des bâtiments principaux par installation

FLS			ICSM	INSTN	SMT	VISI
013	263	494	426 ^{*2*}	493	017	414
014	420	660				456
015	421	671				
016	447	676				
090	448	694				
097	470	695				
134	492	Pt Zéro				
		Loc. PC DL				
		Point Rad.				

SAG					SCO		SG			SPR	
009	105	282	432	483 ^{*16*}	006	160	001	180	397	039	237
010	106	283	436	488	018	169	002	181	398	040 ^{*2*}	239
012	112	284	444 ^{*15*}	489	023	200	004		399	041	240
025	119 ^{*10*}	285	450	490	024	216 ^{*4*}	005		400	084	251
026	123 ^{*11*}	286	451	491	067	225	007		403	094	458
027	150	287	452	600 [*]	069	241	022	207	404	184	459
029	152	288	453	604	075	242	034 ^{*6*}	217	418	185	614
030	157	289	462	605	076	262	036	218	419	197	618
032	193	290	463	606	077 ^{*3*}	401	078	219	423	204	619
033	201	291	464	607	082	411	083	222 ^{*2*}	437	230	623
034 ^{*8*}	202	292	465	608	091	412	107	259	497	231	624
035	222 ^{*12*}	293	466	609	095	430		396	600 ^{*2*}	232	638
038	261 ^{*13*}	295	467	610	104	444				233	658
040 ^{*9*}	264	296	468	636	116	454				234	659
050 ^{*9*}	276	297	473	641	142	647				235	662
052 ^{*9*}	277	298	474	644	143	DAB ^{*5*}				236	668
056 ^{*9*}	278	299	475	657	156						669
092	279	300	476	686							
096 ^{*10*}	280	416	477	688							
103	281	417	478	689							
		426 ^{*14*}	479								

Y compris zones extérieures. Les installations ICSM et VISIATOME sont des Etablissements Recevant du Public.

1 Uniquement cellule B

3 Sauf partie ORANO

5 Distributeur Automatique de Billets

7 Uniquement locaux 1 et 3 – SCM

9 Poste Transformateur

2 Sauf Poste HT SAG

4 Sauf cellule B

6 Sauf Locaux 42 et 44

8 Locaux 42 et 44

10 Poste électrique

11 Locaux électriques 128 et 129 d'EVA

12 Local 04

13 Local 09

14 Poste électrique ICSM

15 Poste électrique RESTAURANT

16 Local 09

17 Local S13

4.2 Moyen Humains et matériels

Le titulaire du marché se dotera des moyens humains et matériels nécessaires pour mener à bien les prestations demandées, en respectant la qualité requise et les délais.

Les matériels utilisés pour réaliser les essais devront être en bon état, un certificat d'étalonnage valide sera demandé pour les appareils de mesure et de contrôle.

4.3 Documents à livrer

Le titulaire remettra systématiquement en fin d'intervention un compte rendu d'intervention pour chaque intervention « fiche de suivi et de contrôle chantier ». Ce compte rendu sera le plus précis possible et comportera à minima les renseignements suivants :

- ↺ La référence de l'ordre de service CEA,
- ↺ Le numéro de la commande,
- ↺ Le libellé de l'intervention,
- ↺ Le Nom du ou des intervenants,
- ↺ La date de réception de l'ordre de service CEA,
- ↺ La date de début d'intervention,
- ↺ La date de fin d'intervention,
- ↺ Les observations,
- ↺ Le compte rendu de relevé atmosphérique de particules d'amiante si le mode opératoire le précise
- ↺ Numéro d'équipement MA saisi en GMAO
- ↺ etc.

4.4 Décomposition de prix par poste

Par renseignement du bordereau de prix joint sous format tableur EXCEL (édition du fichier bordereau de prix joint en annexe du règlement de procédure adaptée). La marque ou référence du matériel est donnée à titre indicatif, une équivalence est acceptée.

NB : Pour les fournitures non identifiés dans le tableau EXCEL, une proposition de prix de la fourniture sera valorisée par un devis établi sur la base des taux horaires définis dans le tableau de prix.

4.5 Délais

Le chargé d'affaire du CEA adressera, par mail, au Titulaire une fiche d'expression de besoin précisant les prestations ainsi que le délai de réalisation attendu.

Le Titulaire disposera d'un délai de 3 jours ouvrés à compter de la réception, par mail, pour remettre au CEA un devis mentionnant :

- ↺ Le détail des prestations réalisées,
- ↺ Le prix des prestations en application des prix mentionnés à l'article 5 infra
- ↺ Le délai de réalisation des prestations.

Le CEA vérifiera la cohérence technique et financière du devis avec le besoin exprimé et les prix définis dans l'article 5 infra, (conditions financières du marché).

La validation du devis par le CEA sera notifiée au Titulaire par l'envoi d'un Ordre de Service dans lequel seront mentionné le prix des prestations et le délai de réalisation des prestations. Le Titulaire disposera de 48h pour se mobiliser et débiter les prestations.

Les prestations débiteront une fois l'OS réceptionné par le Titulaire.

Cas particulier :

Les prestations urgentes et d'un montant inférieur à 1500 € HT, pourront être engagé par l'envoi d'un mail par le CEA confirmant l'acceptation du devis du Titulaire. Ces prestations feront l'objet d'un OS récapitulatif à la fin de chaque mois.

Pour ces prestations le Titulaire disposera d'un délai de 24h pour remettre un devis à compter de la réception de la demande par le CEA et de 12h pour se mobiliser et débiter la réalisation des travaux.

Ces prestations concernent :

- ↳ Mise en sécurité ou sureté d'une installation,
- ↳ Travaux pour avoir une forte incidence sur un planning d'exécution d'un autre chantier.

4.6 Organisation des ressources humaines

4.6.1 Personnel d'encadrement

Le titulaire du marché nommera un Chargé d'Affaires qui assurera le suivi des études et du chantier, il sera l'interlocuteur vis-à-vis du STL et veillera plus particulièrement aux points suivants:

- ↳ Contrôle du respect des normes et des standards imposés,
- ↳ Contrôle du respect des Exigences de Qualité,
- ↳ Préparation des Autorisations de Travaux,

4.6.2 Personnel d'intervention

Sur Site le titulaire du marché nommera un Chef de Chantier ou d'Equipe qui aura la charge de conduite de ses effectifs.

Le Chef de Chantier et le ou les Chefs d'Equipes veilleront à la bonne application des consignes de sécurité de l'installation concernée.

Le titulaire du marché s'assurera avant le début du contrat que son personnel d'intervention possède toutes les habilitations requises pour travailler sur le Site de Marcoule.

5 CONDITIONS D'EXECUTION

En ce qui concerne les conditions d'exécution des prestations l'entreprise fournira un devis détaillé, établi sur la base du bordereau de prix sachant que celui-ci, comprendra tous les frais annexes liés à la réalisation de l'installation, avec notamment :

- ↳ La participation aux réunions préparatoires, de coordination, de réception, etc...
- ↳ La participation à l'établissement des plans de prévention,
- ↳ Les formalités d'accueil au CEA MARCOULE,
- ↳ L'approvisionnement des matériels,
- ↳ La rédaction des autorisations de travaux,
- ↳ Le respect des délais de mise à disposition des équipements à réaliser,

Dans le cadre du marché fonctionnel, le fournisseur est globalement responsable de la réalisation des fonctions énoncées aux paragraphes précédents, en respectant les caractéristiques et contraintes impératives définies ci-dessous.

5.1 Conditions d'intervention et de travail

Accès au Site

Pour les conditions d'accès sur le site, l'habillage, les vestiaires, le transport du personnel, la surveillance médicale et la dosimétrie, l'entreprise doit se conformer aux clauses administratives générales applicables sur le site de Marcoule et dans l'installation concernée.

L'entreprise doit appliquer le décret n° 92-158 du 20/02/1992 fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure.

5.1.1 Généralités

Le titulaire interviendra sur le site de Marcoule, et ses annexes ICSM INSTN VISIATOME PANISCOULE. Il sera soumis à l'ensemble des règles en vigueur sur ce site, notamment :

- ✓ Les horaires de travail sont les horaires normaux de travail CEA,
- ✓ La propreté des lieux et la tenue du chantier,
- ✓ Le repli et nettoyage de chantier,
- ✓ La protection du matériel existant et les reprises en cas de dégradation...

5.1.2 Conditions de sécurité

Cette rubrique définit toutes les conditions de sécurité, si nécessaire.

Tous les travaux doivent faire l'objet d'une Autorisation d'Intervention (AI), d'un Plan de Prévention et si nécessaire, de consignations (électriques, mécaniques ou fluides), de modes opératoires (travaux en hauteur, manutention...), de permis de feu.

5.1.3 Travaux en présence d'amiante relevant de la sous-section 4.

L'entreprise titulaire du présent marché devra avoir du personnel habilité en sous-section 4.

Définition des travaux en présence d'amiante relevant de la sous-section 4 : intervention sur des matériaux, des équipements, des matériels, ou des articles susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante.

Sur le site de Marcoule, la présence d'amiante est avérée dans de nombreux bâtiments construits avant 1997 (plus d'un bâtiment sur deux date d'avant 1997), notamment dans certaines galeries ou locaux techniques... L'amiante est aussi présent sous forme de matériaux de la liste A, B ou C ainsi que d'autres matériaux hors listes : conduite ou canalisation en fibrociment, plaques de toiture, dalles de sol, colle de plinthes, tresse sur tuyauterie, joint de dilatation, isolation/calorifugeage...

Avant la préparation d'une intervention, le Titulaire ou son sous-traitant doit obligatoirement consulter le Dossier Amiante Marcoule(DAM) de l'installation concernée (auprès de la sécurité installation).

En fonction des travaux à réaliser, si le DAM ne dispose pas d'informations sur la réalisation d'un repérage exhaustif de la zone de travaux avec contrôle destructif, alors le CEA devra préalablement réaliser un repérage avant travaux. Le Titulaire ou son sous-traitant doit donner le détail de l'intervention à réaliser afin que le repérage soit en adéquation avec les zones d'intervention et les matériaux concernés. Ce repérage est alors inclus dans le DAM que le Titulaire ou son sous-traitant doit consulter.

En cas d'impossibilité d'effectuer un repérage amiante avant travaux selon les cas prévus par la réglementation (ex : repérage amiante indissociable de la réalisation de la prestation de travaux), le

CEA informera le Titulaire ou son sous-traitant qui interviendra selon un mode opératoire en Sous-Section 4. Dans ce cas, l'empoussièrement de l'intervention ne pourra dépasser le niveau 1.

Sur la base d'un repérage avant travaux fourni par le CEA, en cas de présence d'amiante et en fonction des travaux à réaliser ne relevant pas de la sous-section 3 (retrait ou confinement d'amiante), le titulaire ou son sous-traitant doit être en capacité de mettre en œuvre un (ou plusieurs) mode opératoire amiante de sous-section 4 en lien avec les prestations prévues par le marché (mode opératoire générique et/ou mode opératoire spécifique à rédiger). Dans tous les cas, ce mode opératoire doit être autoporteur et permettre d'intervenir pour une opération de maintenance dès sollicitation. Son contenu doit respecter les exigences du code du travail.

Dans ces cas, le titulaire ou son sous-traitant doit faire intervenir des travailleurs formés selon les modalités de l'arrêté du 23 février 2012 modifié (modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante). Il devra disposer de personnels formés selon les trois niveaux requis : personnel d'encadrement technique (rédacteur du mode opératoire), personnel d'encadrement de chantier et personnel opérateur de chantier. Le titulaire fournit au CEA les attestations de compétences des travailleurs concernés y compris pour le rédacteur du mode opératoire.

Au CEA Marcoule et sur les installations opérées par Orano, il est interdit de recourir à un salarié titulaire d'un contrat de travail à durée déterminée, à un salarié temporaire ou mineur pour l'exécution de tous travaux amiante.

En aucun cas, le Titulaire ne pourra prendre pour argument l'indisponibilité d'opérateurs formés, l'absence de modes opératoires, de matériels ou de protection spécifique pour justifier du retard ou de la non-exécution des prestations dues.

Le correspondant amiante CEA Marcoule doit procéder à la relecture préalable des modes opératoires avant transmission aux organismes de prévention. Toutefois, ce mode opératoire demeure de la responsabilité du titulaire (pas de validation par le CEA). Les modes opératoires génériques dont disposent le Titulaire ou son sous-traitant sont soumis à relecture au démarrage du marché, sans attendre leur première mise en œuvre sur le Centre.

Le titulaire apportera la preuve d'envoi du MOP aux organismes, accompagné des avis du CSE, ou procès-verbal de carence à défaut, et du médecin du travail.

La mise en œuvre d'un mode opératoire amiante interviendra au mieux 7 jours ouvrés après la réception du mode opératoire par les organismes de prévention.

Des exemples de Modes Opératoires adaptés à leurs métiers devront être fournis dès l'appel d'offres. Ces modes opératoires doivent permettre d'identifier les processus mis en œuvre par le Titulaire, les niveaux d'empoussièrement et leur justification (base Scol@miante, REX).

Conditionnement, transport et élimination des déchets amiantés

L'amiante fait partie de la catégorie des déchets dangereux. Le Titulaire aura à sa charge la fourniture de l'ensemble des emballages conformes à la réglementation ADR (et scellés compris) nécessaires au conditionnement des déchets amiantés produits lors de son intervention.

Le mode de transport et d'élimination des déchets seront réalisés selon les conditions fixées dans la procédure SEC 70 pour les déchets amiante conventionnels et le Recueil des Déchets Nucléaires (RDN) le cas échéant.

La traçabilité des déchets amiante conventionnels devra être assurée par l'application Trackdéchets.

La réalisation de travaux sous mode opératoire amiante de sous-section 4 ou en présence de Fibres Céramiques Réfractaires (FCR) peut éventuellement être sous-traitée par le titulaire.

Dans ce cas, les exigences décrites s'appliquent au sous-traitant.

5.1.4 Habilitations

Les personnes intervenantes dans le cadre de ce contrat devront être habilitées électrique en fonction de leur activité, au minimum H0 B2 BR BC, ainsi que BP (photovoltaïque).

En ce qui concerne, les prestations liées à la protection contre le risque foudre, la certification QUALIFOUDRE ou F2C, sera imposée dans le cadre de ce marché. En effet elle permettra que les professionnels certifiés, mettent en application une organisation adaptée et appliquent les règles de l'art de la protection et des préventions contre la foudre.

Cette certification est proposée d'une part aux organismes et aux personnes inscrites au registre du personnel. La certification des personnes est alors attachée à l'organisme. Ce dernier ne peut maintenir sa certification que si au moins une personne est certifiée de niveau 2. La certification de l'organisme et celle des personnes sont donc liées.

En aucun cas les prestations concernant la foudre ne devront être sous-traités.

De la même façon, l'entreprise titulaire du marché, devra fournir les justificatifs nécessaires (attestations de formation, ...) permettant de s'assurer qu'une partie de son personnel a les compétences nécessaires pour identifier les pannes et intervenir sur les bornes de recharges des véhicules électriques (habilitation IRVE), ainsi que sur les équipements photovoltaïques d'une installation.

Ces habilitations validées par l'employeur doivent être complétées par une autorisation nominative de chaque chef d'installation concernée.

De même certaines formations peuvent être demandées :

- ✓ Formation "Accueil site Marcoule",
- ✓ Formation « sécurité installation »,
- ✓ Au CEA Marcoule et sur les installations opérées par ORANO, dans le cadre des travaux FCR, il est demandé que les salariés intervenants soient à minima formés à la sous-section 4 amiante (encadrant technique, encadrant de chantier et opérateurs).

6 MANAGEMENT QUALITE, SECURITE ET ENVIRONNEMENT

Le Centre de Marcoule a mis en place un système de Management Intégré, selon les normes en vigueur pour la poursuite des activités du centre dans la maîtrise de la qualité, de la sécurité, de la sûreté et de l'environnement

6.1 Spécifications relatives à la Qualité et l'Environnement

Le titulaire doit disposer d'un Système de Management de la Qualité conforme aux exigences de la **norme ISO 9001**. Dans le cas où l'entreprise serait certifiée, une copie du certificat sera transmise. Dans le cas contraire, le titulaire devra spécifier le périmètre de son Système de Management de la Qualité et justifier les zones exclues.

Dans tous les cas, la CEA se réserve le droit d'auditer l'entreprise pour vérifier la conformité à ses exigences.

Le titulaire fournira, dans un délai de deux mois après la passation du marché, un Plan de Management Qualité Sécurité Environnement Particulier qui explicitera l'organisation mise en place pour la réalisation de la prestation. Ce plan de management devra être approuvé par le CEA.

L'organisation et les dispositions documentaires seront portées à la connaissance du CEA. Des indicateurs de pilotage seront mis en place pour suivre la qualité de la prestation et seront communiqués au CEA.

Le titulaire et ses sous-traitants éventuels seront tenus de prendre connaissance, de respecter et d'appliquer la politique environnementale du CEA Marcoule ainsi que les consignes qui en découlent.

Le CEA indique les Aspects Environnementaux Significatifs qui peuvent être impactés par la prestation. L'entreprise prestataire remettra le tableau (cf. Annexe 1) complété en même temps que son offre technique et commerciale.

On peut noter qu'au titre de l'environnement les activités de la prestation petits travaux électriques sont principalement impactées par la production de déchets (piles et accumulateurs usagés, cellules de détection de gaz usagées, appareillage usagé, huile, liquide de refroidissement ...etc.), et sont des Aspects Environnementaux Significatifs (AES).

Le CEA fournit la liste des documents applicables dans le cadre de la prestation. Le titulaire vérifie que les procédures, modes opératoires et autres documents techniques permettent la maîtrise

opérationnelle des AES concernés. Cette vérification fait l'objet d'un enregistrement qui sera intégré dans le dossier d'affaire (cf. Annexe 2).

6.2 Sécurité

Outre les dispositions énoncées au paragraphe 2 du présent cahier des charges le titulaire devra se référer au code de sécurité du CEA Marcoule et respecter les procédures et règles de sécurité qui le composent.

Le **Code de Sécurité (C d S)** constitue la référence applicable sur Marcoule ; il regroupe les textes applicables de portée générale Centre dans tous les domaines de la sécurité nucléaire et non nucléaire. Il présente le contexte sécurité du centre et les consignes et procédures générales applicables sur le centre.

Le Code de Sécurité du CEA Marcoule constitue le **référentiel réglementaire et d'action applicable à tous** et regroupe tous les documents utiles et nécessaires à l'exercice de la fonction de chef d'installation, pour tous les domaines de la sécurité. Il s'applique sur les sites de MARCOULE et PIERRELATE, sauf mention particulière.

C'est un recueil thématique couvrant les 11 thèmes suivants : Les documents généraux de sécurité ; la sécurité conventionnelle ; la sûreté nucléaire ; la gestion en cas de crise ; la radioprotection ; la maîtrise environnementale ; les matières nucléaires ; les sources radioactives ; le transport des matières dangereuses, la gestion des déchets ; la protection des personnes et des biens

Le code de sécurité n'est pas joint, il est consultable sur l'intranet du CEA Marcoule. Les documents applicables aux entreprises prestataires qui le composent peuvent être fournis sur demande.

Règles de sécurités particulières :

✓ Echafaudages

L'utilisation d'un échafaudage sur le centre de Marcoule est définie par la procédure « CSNSQ PR SEC 027 » et rappelle notamment les points suivants :

- Dans le cadre d'utilisation d'un échafaudage, celui-ci doit systématiquement faire l'objet d'une réception après montage par une personne habilitée.
- Une vérification journalière doit être réalisée afin de vérifier l'état de conservation de l'échafaudage. Celle-ci doit faire l'objet d'un enregistrement.
- En cas de non-conformité décelée lors de la réception, un balisage « non conforme » doit être mis en place de manière visible au niveau des accès.
- Les accès doivent être consignés pour éviter toute utilisation, tant que la non-conformité n'est pas levée par une réception spécifique de l'équipement.

✓ Matériel électrique

Tout matériel électrique utilisé sur un chantier (outillage électro portatif, coffrets de chantiers...) doit être conforme et vérifié par l'utilisateur avant chaque emploi.

Il sera impérativement remis au chargé d'opération le rapport de contrôle en cours de validité attestant la conformité de chaque équipement. L'utilisation d'un matériel non conforme est interdite sur chantier.

Le CEA se réserve le droit de faire interdire l'utilisation d'un équipement qu'il juge dangereux.

6.3 Gestion des déchets

Au CEA Marcoule le tri des déchets est effectué à la source.

Une organisation fonctionnelle a été mise en place avec la nomination dans chaque installation d'un correspondant déchets.

Tous les déchets générés par l'activité de la présente prestation seront traités en accord avec le correspondant déchets de l'installation où se déroulent les opérations et conformément aux procédures en vigueur.

Le titulaire du marché devra, au tant que faire se peut, limiter sa production de déchets et prendre en compte leur gestion.

A ce titre :

- ✓ En cas de besoin, il mettra à disposition un moyen de collecte si possible fermé (bac, benne ...) afin de garantir le tri des déchets.
Dans le cas où le réceptacle est utilisé par plusieurs entreprises, un document / une convention, sera rédigé afin de formaliser le mode de fonctionnement et de s'assurer de la traçabilité des déchets.
- ✓ Elle limitera les quantités de matières susceptibles de devenir des déchets : emballages, ... etc.

Pour les déchets conventionnels issus des zones conventionnelles sans radioactivité ajoutée et ne présentant donc aucune radioactivité l'entreprise se référera et appliquera, en collaboration avec le correspondant déchets de l'installation où se déroulent les travaux, les procédures suivantes :

- ✓ Gestion des Déchets Industriels Dangereux : MAR/DIR PR S2-151,
- ✓ Gestion des terres et gravats de type conventionnel avant évacuation du centre de MACOULE : MAR PR GEN 018,
- ✓ Gestion des Déchets Industriels Banals (DIB) : DIR/VRH PR S2-153.

6.4 Suivi des exigences

Le CEA se réserve le droit d'effectuer des visites de chantier et des audits de l'EM, aussi bien au niveau organisationnel que de la réalisation des prestations sur le terrain.

Le CEA adaptera le niveau de contrôle en fonction des exigences du cahier des charges mais restera particulièrement vigilant sur le respect des aspects suivants :

- ✓ La sécurité des personnes et des biens (application du décret 92.158 du 20 février 92, du code de sécurité Marcoule et des consignes de sécurité des installations où se déroulent les opérations),
- ✓ La sûreté des installations notamment au travers du traitement des EIS ou EIP,
- ✓ Le respect de la réglementation applicable,
- ✓ La maîtrise documentaire et l'enregistrement des opérations,
- ✓ La maîtrise de la réalisation et de la traçabilité des prestations,
- ✓ La maîtrise et la traçabilité des « écarts »,
- ✓ La maîtrise par le prestataire de ses sous-traitants éventuels,
- ✓ La maîtrise des dispositifs de surveillance et de mesure
- ✓ ... etc.

Cette liste non exhaustive n'affranchit pas la responsabilité du prestataire sur le non-respect de textes réglementaires ou normatifs non cités dans le présent cahier des charges.

6.5 Performance Energétique

Le CEA Marcoule s'est engagé dans une démarche de Management de l'Energie, et a obtenu la certification ISO 50001, visant à assurer une diminution de ces consommations énergétiques, et à coordonner les actions de tout un chacun.

Le respect des critères de Performance Energétique énoncés dans ce document, ainsi que l'ensemble des moyens et méthodes mis en œuvre, y contribue au premier plan.

Dans cette optique, et lorsque cela sera possible, un chapitre du Plan Qualité Préliminaire traitera de ce point.

7 LIMITES DE FOURNITURE

7.1 Fourniture à la charge du titulaire

L'entreprise titulaire du marché aura à sa charge les fournitures telles que décrites dans les chapitres 4 et 5, ≤ Définition technique de la prestation / conditions d'exécution ≥

D'une manière générale, est à la charge de l'entreprise titulaire du marché, tout élément nécessaire à l'exécution des fonctionnalités décrites dans le présent CCTP.

- ✓ Documents d'étude, de montage, de sécurité, ...
- ✓ Plans, notes de calcul,
- ✓ Approvisionnement,
- ✓ Réalisation,
- ✓ Montage en usine et sur site et moyens associés,
- ✓ Contrôles et essais en usine et sur site,
- ✓ Livraison,
- ✓ Pièces de rechange,
- ✓ Dossier constructeur, ...

D'une manière générale, est à la charge du fournisseur tout élément nécessaire à l'exécution des fonctionnalités décrites dans le présent CCTP.

7.2 Fourniture à la charge du CEA

- ✓ Vestiaire si nécessaire,
- ✓ Matériels spécifiques,
- ✓ Énergies et fluides,
- ✓ Traitement des déchets,
- ✓ ...

8 SOUS-TRAITANCE

L'entreprise titulaire du marché est autorisée à sous-traiter certaines interventions. Elle aura à gérer ces interventions et à saisir les données de la prestation. L'entreprise conserve cependant sa responsabilité vis-à-vis du CEA. Les prestations envisagées et les références des sous-traitants devront être clairement identifiées afin que le CEA en prenne connaissance et le valide préalablement.

Le titulaire est tenu de soumettre à l'accord du CEA toute sous-traitance (sur site, hors site, études...) et en particulier toute nouvelle sous-traitance non identifiée à l'enclenchement de l'affaire.

Lorsque la sous-traitance est acceptée par le CEA, le titulaire doit répercuter à ses sous-traitants, dans la mesure où ils sont concernés, les exigences techniques et administratives définies dans le présent CCTP et dans les documents associés, en particulier celles relatives à la maîtrise de la qualité. Les sous-traitants doivent répercuter ces exigences à leurs propres sous-traitants dans les mêmes conditions.

Si la prestation concerne un EIP ou un EIS il faut ajouter :

Le titulaire doit pratiquer une surveillance de ses sous-traitants éventuels.

ANNEXE N° 1 - Identification des Aspects Environnementaux (AE) de la prestation

L'entreprise prestataire complète la fiche ci-dessous et la transmet au CEA en même temps que son offre technique et commerciale. Une fois le marché signé ce document sera joint au PQEP et mis à jour au tant que de besoin.

Cette démarche doit être mise en œuvre dès la conception (la préparation des opérations de maintenance) afin que les solutions techniques retenues soient optimisées vis-à-vis de l'environnement.

Identification de la prestation		
Titre de la prestation :	Titre de la prestation objet du cahier des charges	
Référence contrat :	Commande n°	Du

Aspects environnementaux de la prestation	Non	Oui	Quantité estimée
Emission dans l'air			
Rejets gazeux radioactifs			
Rejets gazeux non radioactifs :			
- Gaz de combustion (moteurs hors véhicules)			
- Fluides frigorigènes			
- Solvants			
Rejets dans l'eau			
Rejets liquides radioactifs			
Rejets d'eaux industrielles			
Production de déchets			
Déchets solides radioactifs			
Déchets Industriels Banals (DIB)			
Déchets Inertes (DI)			
Déchets Industriels Dangereux (DID)			
Déchets d'Activités de Soins à Risques Infectieux (DASRI)			
Utilisation de matières premières			
Huiles			
Fioul			
Gaz			
Eau			
Electricité			
Autres			
Autres utilisations			
Utilisation de produits chimiques			
Utilisation de sources radioactives			
Utilisation d'appareillage soumis à réglementation			Fournir justification de conformité.
Autres activités			
Transport			
Dépotage			
Autres			
Nuisances			
Bruits			



CCTP STL : PETITES PRESTATIONS DE GENIE ELECTRIQUE			
DG/CEAMAR/STL	REFERENCE	INDICE	Page 20 / 22
	SP-STL-2024-175537	000	

Autres			
--------	--	--	--

ANNEXE N°2 - Maîtrise opérationnelle des Aspects Environnementaux (AE) de la prestation.

Une fois le marché signé, pour chaque aspect environnemental (AE), l'entreprise titulaire du marché vérifie que les procédures, modes opératoires et autres documents techniques permettent la maîtrise opérationnelle des AES concernés.

Pour chaque AE cette vérification permet de renseigner le tableau ci-dessous. Ce tableau fait l'objet d'un enregistrement qui sera intégré dans le dossier d'affaire. Un exemplaire de chaque enregistrement est transmis au CEA en même temps que le PQEP.



Identification de la prestation		
Titre de la prestation :	Titre de la prestation objet du cahier des charges	
Référence contrat :	Commande n°	Du

Identification de l'Aspect Environnemental
--

Maîtrise opérationnelle	
Moyens matériels de maîtrise :	
Maîtrise des postes de travail critiques :	
Maîtrise de l'approvisionnement des matières premières :	
Organisation mise en place pour l'opération :	
Surveillance et mesurage	
Gestion des situations d'urgence	

NG-SSTL-2016-060009-011

ANNEXE N°3 : Fiche d'intervention Entreprises Extérieures

 	Fiche d'Intervention Entreprises Extérieures MAR PR SEC 013							
	Cette fiche ne préjuge pas des nuisances générées par l'entreprise d'appartenance, laquelle doit s'assurer que cette fiche correspond à l'environnement du travail exercé par le salarié.							
Date d'émission : __ / __ / __		FIEE : M012						
A remplir par le Chargé d'Opération	Contrat ou commande N°							
	Durée de validité							
	Date du début : __ / __ / __ Date de fin : __ / __ / __	Mission <input type="checkbox"/> Courte < 5 semaines						
	Description de contrat							
	Travaux à effectuer:							
	Périmètre du contrat:							
	Risque Radiologique exporté							
	Exposition Externe Code d'exposition: E0: exposition < 1 mSv E1: 1 à 6 mSv E2: 6 à 20 mSv <table border="1" style="width: 100%;"> <tr> <td style="background-color: green; color: white;">E0</td> <td></td> <td style="background-color: green; color: white;">E1</td> <td></td> <td style="background-color: green; color: white;">E2</td> <td></td> </tr> </table> Aucun rayonnement rencontré au poste de travail		E0		E1		E2	
	E0		E1		E2			
	Exposition des Extrémités Code d'exposition: E0: exposition < 25 mSv E1: 25 à 150 mSv E2: 150 à 500 mSv <table border="1" style="width: 100%;"> <tr> <td style="background-color: green; color: white;">E0</td> <td></td> <td style="background-color: green; color: white;">E1</td> <td></td> <td style="background-color: green; color: white;">E2</td> <td></td> </tr> </table> Aucun rayonnement rencontré au poste de travail		E0		E1		E2	
E0		E1		E2				
Exposition du Cristallin Code d'exposition: E0: exposition < 1 mSv E1: 1 à 6 mSv E2: 6 à 20 mSv <table border="1" style="width: 100%;"> <tr> <td style="background-color: green; color: white;">E0</td> <td></td> <td style="background-color: green; color: white;">E1</td> <td></td> <td style="background-color: green; color: white;">E2</td> <td></td> </tr> </table> Aucun rayonnement rencontré au poste de travail		E0		E1		E2		
E0		E1		E2				
Exposition interne Code d'exposition: E0: pas de contamination au poste de travail E1: exposition < 1 mSv E2: 1 à 6 mSv <table border="1" style="width: 100%;"> <tr> <td style="background-color: green; color: white;">E0</td> <td><input checked="" type="checkbox"/></td> <td style="background-color: green; color: white;">E1</td> <td></td> <td style="background-color: green; color: white;">E2</td> <td></td> </tr> </table> Aucun radionucléide concerné		E0	<input checked="" type="checkbox"/>	E1		E2		
E0	<input checked="" type="checkbox"/>	E1		E2				
Autres risques résiduels exportés								

Date d'émission : __ / __ / __		FIEE : M012	
Contrat ou commande		N°	
Durée de validité			
Date du début : __ / __ / __		Date de fin : __ / __ / __	
		Mission <input type="checkbox"/> Courte < 5 semaines	
A remplir par la sécurité du travail CEA/ORANO	Autres risques résiduels exportés		
	Code d'exposition: t = temps d'exposition Pondération: E0: < 10% E1: 10% < t < 30% E2: 30% < t < 70% E3: t > 70 %		
	Température basse		Risque chimique ⁽³⁾
	Température élevée		
	(1) Préciser les « produits » concernés, ci-dessous. Précisions/Observations		
VISAS CEA/ORANO	Si 1 seule installation = ISI ou RCI		
	Si plusieurs installations = ISE CEA / ORANO		
	Nom:	Nom:	
	Date:	Date:	
	Signature:	Signature:	
A remplir par l'Entreprise	Salarié: Nom, Prénom:		Date de naissance:
	Type de contrat:		Catégorie du travailleur <input type="checkbox"/>
	N° Sécurité Sociale:		
	Entreprise titulaire du marché:		
	Entreprise d'appartenance si sous-traitante:		
Service médicale de l'entreprise (nom et adresse):			
VISAS Entreprise / Salarié	L'employeur ou son représentant		Le salarié
	Nom:		Nom:
	Date:		Date:
	Signature:		Signature: